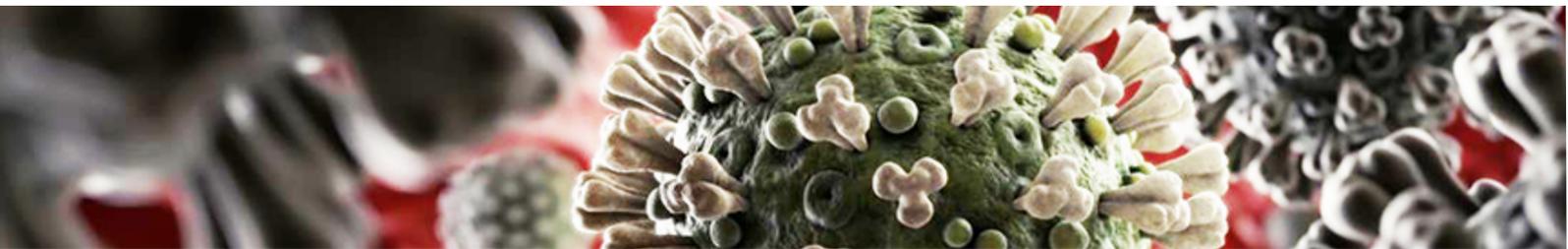




IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR L'ECONOMIE DE LA SADC



LE VOLUME 1 - AVRIL 2020 #COVID19SADC



1. Contexte

Le Conseil des ministres de la SADC s'est réuni (par vidéoconférence) du 16 au 18 mars 2020 afin de délibérer sur les principaux développements dans la région. En ce qui concerne la pandémie de coronavirus, le Conseil des ministres a instruit le sous-comité macroéconomique de la SADC, avec le concours du Secrétariat de la SADC, de suivre l'impact de la COVID-19 sur l'économie de la SADC et de formuler en permanence des recommandations politiques aux États membres. Le présent document constitue une seconde tentative en réponse à la directive du Conseil des ministres de la SADC.

2. Origines et Propagation de la COVID-19

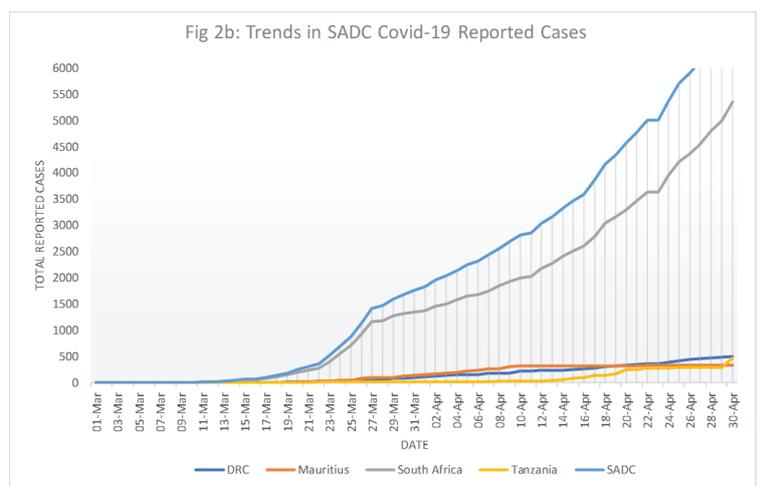
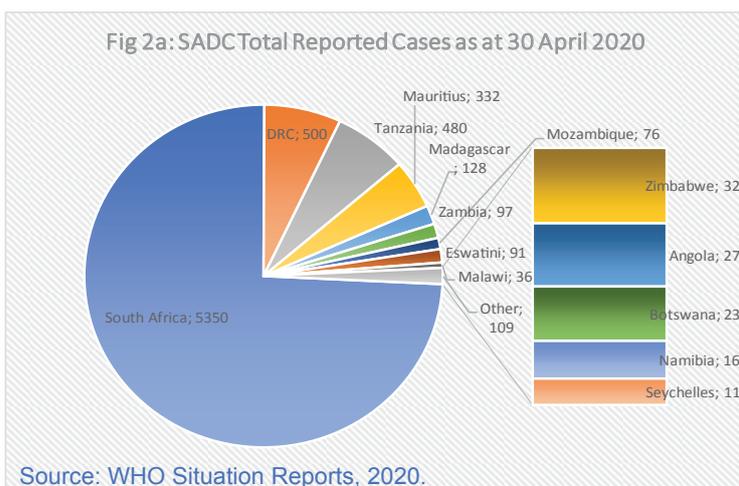
Depuis la déclaration de l'épidémie de Covid-19 le 31 décembre 2020, le nombre de cas dans le monde a dépassé la barre des trois millions. Les chiffres préliminaires au 3 avril 2020 indiquent qu'un total de 3 499 398 cas confirmés et 244 991 décès (taux de létalité de 7,0 %), ont été signalés dans le monde. Le nombre total de cas confirmés et de décès causés par la COVID-19 a considérablement augmenté au cours du mois.

En la date du 4 mai 2020, 44 125 cas ont été signalés sur le continent africain, avec environ 1 793 décès. Au total, 52 pays sur les 54 que compte le continent ont signalé des cas de COVID-19. Les deux pays qui n'ont pas signalé de cas se situent tous dans la région de la SADC, à savoir : l'Union des Comores et le Lesotho.

La tendance des cas de COVID-19 est passée à 7199 entre le 6 mars et le 30 avril 2020 comme l'illustre la (Fig. 2a). Dans la région de la SADC, la pandémie sévit principalement dans quatre États membres : L'Afrique du Sud (5350 cas), la RDC (500 cas), la Tanzanie (480 cas) et Maurice (332 cas), représentant 93 % (6662 cas) de tous les cas signalés dans la région (voir figure 2b).

Fig. 2a : Cas signalés dans la SADC

Fig. 2b : Tendances des cas de COVID-19 dans la SADC



3. Conjuncture Économique Mondiale

3.1 Activité économique

L'économie mondiale avait du mal à reprendre pleinement, avant l'épidémie de COVID-19, suite aux effets qui continuent de se faire sentir, entre autres, le protectionnisme commercial croissant, les différends commerciaux entre les principaux partenaires commerciaux, la chute des cours des produits de base et les incertitudes économiques en Europe qui planent sur l'impact du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Selon le rapport du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale d'avril 2020, l'activité économique s'est ralentie, passant de 3,6 % en 2018 à 2,9 % en 2019. En raison de la pandémie de COVID-19, l'économie mondiale devrait régresser fortement de 3 % en 2020, une situation qui est bien pire que celle de la crise financière de 2008-2009. Cette révision à la baisse reflète principalement l'incertitude de la politique commerciale, les tensions géopolitiques et les chocs idiosyncratiques dans les principales économies de marché émergentes, du fait que ces aléas continuent de peser sur l'activité économique mondiale, en particulier dans le secteur manufacturier et le commerce. Les troubles sociaux ont continué de s'intensifier et ont posé de nouveaux défis dans plusieurs pays. Les catastrophes liées aux conditions météorologiques ont également continué, entre autres, les ouragans dans les Caraïbes, la sécheresse et les feux de brousse en Australie, les inondations en Afrique de l'Est et la sécheresse en Afrique australe.

La croissance des économies émergentes et en développement, qui représentent plus de la moitié de la croissance mondiale, a régressé, passant de 4,5 % en 2018 à 3,7 % en 2019. Cette baisse de la croissance reflète en grande partie une diminution de la demande intérieure, qui a ralenti plus que prévu en raison des tensions dans le secteur financier non bancaire et d'une baisse de la croissance du crédit. La croissance de l'Inde est estimée à 4,8 % en 2019, contre 6,8 % en 2018. Les faiblesses sectorielles de l'industrie automobile et de l'immobilier ainsi que l'incertitude qui subsiste en ce qui concerne la santé des sociétés financières non bancaires, ont freiné l'économie indienne. Au Mexique, la croissance a fortement ralenti au cours du premier semestre de 2019 en raison de l'incertitude élevée entourant les politiques, de la sous-exécution du budget et de certains facteurs transitoires. En Afrique du Sud, la croissance est restée modérée, à 0,4 %, malgré une légère reprise de l'approvisionnement en électricité. En Chine, la croissance s'est ralentie, passant de 6,6 % en 2018 à 6,1 % en 2019. Ce ralentissement est dû à des différends non résolus sur les relations économiques entre les États-Unis et la Chine, ainsi qu'à la nécessité de renforcer la réglementation financière nationale, et ce pour freiner le système bancaire parallèle. L'Afrique subsaharienne a enregistré une légère reprise de

la croissance, passant de 3,2 % en 2018 à 3,3 % en 2019. Cette légère évolution reflète en grande partie un environnement extérieur plus difficile, des perturbations continues de la production dans les pays exportateurs de pétrole et une croissance plus faible que prévu en Afrique du Sud.

3.2 Cours des produits de base

L'évolution des cours du pétrole indique que le pétrole américain s'est effondré jusqu'à se retrouver en position négative pour la première fois de l'histoire le 20 avril 2020, s'échangeant en dessous de 0 USD, induit par une offre excédentaire et une demande de brut en baisse causée par le coronavirus. Les contrats à terme de mai 2020 du pétrole West Texas Intermediate (WTI) expirant le 21 avril 2020, le nombre d'opérateurs qui déchargent leurs stocks a sensiblement augmenté étant donné que les investisseurs possédant des réserves de pétrole sont confrontés à des problèmes de stockage, en particulier au principal point de livraison du pays, à Cushing (Oklahoma). Soucieuse d'éviter une perturbation irréversible de l'industrie pétrolière mondiale, le groupe composé de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+) a convenu le 12 avril 2020 de réduire collectivement la production pour la période de mai 2020 et juin 2020 de 9,7 millions de barils par jour (mb/j). De plus, le groupe continuera à réduire la production jusqu'en avril 2022, et ce afin de gérer le cycle post-COVID-19 ainsi que le surplus de stocks dans les deux prochaines années. Le pétrole brut Brent se négociait à 25,57 USD le 20 avril 2020. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de pétrole devrait diminuer de 9,3 millions de barils/jour en 2020 sur un an.

Les événements extrêmes sur le marché en date du 20 avril 2020 sont attribuables à plusieurs facteurs, notamment l'incapacité des titulaires de contrats à trouver un marché pour les contrats à terme. Une telle situation reflète les coûts de transaction élevés et les insuffisances des infrastructures. En outre, dans ce cas, la rareté des stockages de pétrole brut disponibles

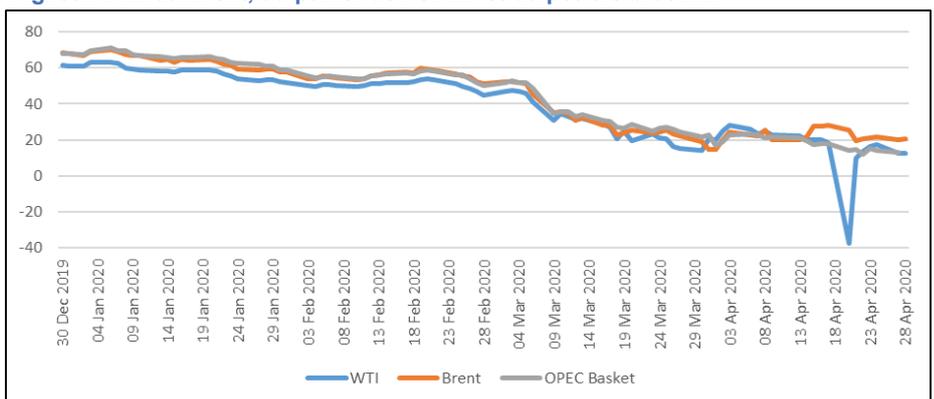
signifiait que plusieurs acteurs du marché ne pouvaient prendre livraison effective à l'échéance. Par conséquent, ces acteurs ont opté pour la vente de leurs contrats à terme, bien entendu, à des prix négatifs, ce qui correspond à payer une contrepartie pour encore une fois dans les faits détenir des contrats. Le prix du pétrole a rebondi sur fond d'optimisme avant la réduction de la production collective de l'OPEP convenue pour la période de mai 2020 et de juin 2020 de 9,7 millions de barils par jour (mb/j), en plus des nouvelles réductions qui continueront jusqu'en avril 2022, et ce afin de gérer le cycle post-COVID-19 ainsi que le surplus de stocks dans les deux prochaines années. Les prix du pétrole brut WTI et Brent tels que clos au 24 avril 2020 s'élevèrent à 17,18 USD et 21,80 USD, respectivement. On espère que le prix du pétrole reste relativement modéré étant donné que les réductions de production prévues ne permettent pas suffisamment de rétablir l'équilibre sur le marché du pétrole compte tenu de la forte baisse de la demande due à la perturbation occasionnée par la COVID-19 sur les activités économiques.

3.3 Marchés financiers, y compris la volatilité des bourses

Entre février et avril 2020, les marchés financiers sont restés volatils en raison des incertitudes en ce qui concerne la possibilité que la COVID-19 crée une crise économique et financière mondiale. En avril 2020, le cours de l'or s'est maintenu autour de 1 700 USD l'once, car les inquiétudes liées à la COVID-19, la récession mondiale et la volatilité des marchés du pétrole brut ont eu des conséquences variables sur les marchés des actions.

Malgré la volatilité des prix à terme du pétrole brut, le cours de l'or de la London Bullion Market Association se situait autour de 1 692,74 USD l'once le 20 avril 2020, soit un niveau presque identique à son cours de clôture de 1 693,90 USD l'once le 17 avril 2020. L'indice des métaux précieux, qui comprend 184 entreprises de métaux précieux dans le monde, a augmenté de 1,5 % au cours de la même période.

Fig. 3a : Prix du Brent, du panier de l'OPEP et du pétrole brut WTI



Source: US Energy Information Authority et Journal Wall Street 2020

Bien que l'or n'ait pas été à l'abri de la crise économique qui affecte les actions, cet actif de refuge a conservé sa valeur les jours où l'indice S&P 500 a été très durement touché par les ventes, et il a de ce fait atteint un sommet de 1 731,06 USD par once à la mi-avril 2020.

Dans l'ensemble, le cours de l'or a augmenté de 13,8 % entre le début de l'année et la mi-avril 2020, alors que le S&P 500 a enregistré un rendement négatif de 11,9 % (S&P Global Market Intelligence, avril 2020). Les cours des valeurs financières se sont effondrés. En effet, le portefeuille d'investissement de la Goldman Sachs Group, de la Bank of America et de Citigroup ont à leur tour dépeint un tableau sombre de l'économie américaine, mise à l'arrêt par la pandémie de coronavirus, en mettant de côté des milliards de dollars pour couvrir une avalanche attendue de prêts non remboursés des particuliers et des entreprises. Dans l'ensemble, les actions américaines ont connu leur plus grande crise par rapport aux titres du Trésor depuis des décennies.

Vu la baisse de l'activité économique et des prix des matières premières, les recettes publiques devraient connaître une forte contraction

Les options viables de mobilisation des ressources. Par contre, les banques centrales de part le monde entier tentent de faire face à la volatilité des marchés financiers et de prévenir les situations généralisées de faillites d'entreprises, ce qui reflètent l'incertitude économique sous-jacente engendrée par cette pandémie.

Selon le rapport de la Investment Trend Monitor de mars 2020, la contraction des flux d'investissements directs étrangers (IDE) au cours de la période 2020-2021 se situerait entre 30 et 40 % par rapport aux projections précédentes, soit entre 5 et 15 %, ce qui serait dû en grande partie à la détérioration des perspectives mondiales et aux révisions des bénéfices des plus grandes entreprises multinationales liées à la COVID-19. Les 5 000 premières entreprises multinationales qui représentent une part importante des investissements directs étrangers dans le monde ont révisé à la baisse leurs revenus de 2020 d'environ 30 % et la tendance devrait se poursuivre à court terme. Les secteurs les plus affectés sont ceux de l'énergie et des matériaux de base pour l'énergie auxquels s'ajoute le choc de la chute des prix du pétrole, des entreprises aériennes et de l'industrie automobile.

3.5 Niveaux de la dette mondiale

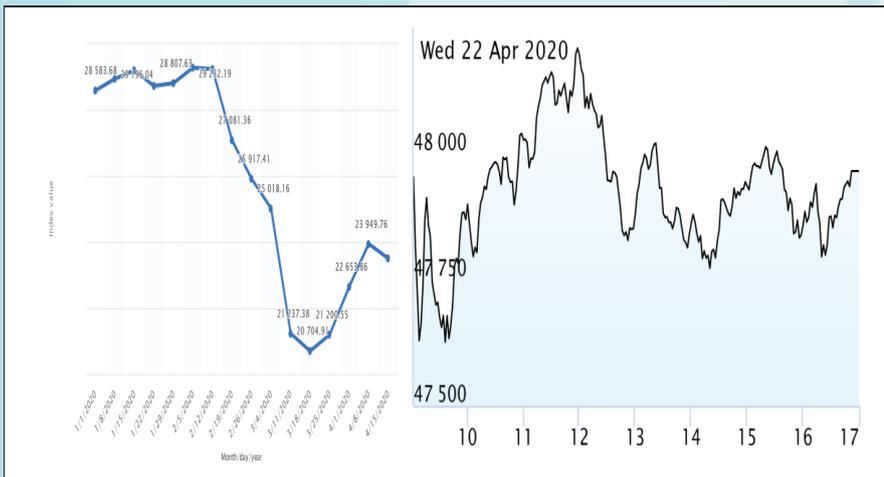
L'impact de la COVID-19 est susceptible de déclencher une vague de faillites dans le monde entier. En décembre 2019, la dette mondiale avait déjà atteint un niveau record de 253 trillions de dollars. Environ 70 % de la dette mondiale est détenue par les économies industrialisées et environ 30 % par les marchés émergents et les pays en développement. Sur le plan mondial, une grande partie de la dette est détenue par les sociétés non financières et les gouvernements.

Vu la baisse de l'activité économique et des prix des matières premières, les recettes publiques devraient connaître une forte contraction. Des appels ont été lancés en faveur d'un ensemble de mesures d'allègement de la dette à court terme en vue d'aider les pays pauvres à faire face à la COVID-19.

Les pays à faible et moyen revenu sont actuellement confrontés à une fuite des capitaux et ont des dettes insupportables. Plusieurs pays à faible et moyen revenu consacrent actuellement plus de 20 % de leurs revenus au service de la dette, ce qui a un effet néfaste sur les dépenses indispensables en matière de santé, d'éducation et d'infrastructures.

Le rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié en avril 2020 indique que les dépenses et les recettes des gouvernements du monde entier visant à soutenir l'activité économique depuis le début de l'année 2020 jusqu'en avril 2020 se sont élevées à 3,3 billions de dollars et que les prêts, les injections de capitaux propres et les garanties ont totalisé 4,5 billions de dollars supplémentaires. Suite au besoin croissant de ressources dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, les emprunts des gouvernements du monde entier devraient augmenter jusqu'à 9,9 % en 2020.

Fig. 3b : Évolution des marchés boursiers



Source : Dow Jones Industrial Average & JSE All Share Index (Avril 2020)

Le Dow Jones Industrial Average (DJIA) a perdu environ un tiers de sa valeur entre le 14 février 2020 et le 23 mars 2020, ce qui en effet ne donne aux investisseurs aucune sérénité. Alors que le Congrès américain est sur le point de concrétiser l'adoption d'un plan de soutien de 2 000 milliards de dollars pour amortir le choc économique du coronavirus, le DJIA a en effet gagné jusqu'à plus de 11 % le 24 mars 2020, avec un rebond de 18 % à la mi-avril 2020. La baisse des cours des actions a suscité des préoccupations parmi certains décideurs politiques, tant il est vrai que les investisseurs étrangers voudraient tenter de tirer parti de la situation en augmentant à leur tour l'acquisition des entreprises dans les secteurs considérés comme importants pour la sécurité nationale. Entre-temps, le repli des investisseurs évitant les actifs à risque a renchéri le coût des emprunts sur les marchés financiers, limitant de ce fait

3.4 Impact de la COVID-19 sur l'investissement mondial

Au fur et à mesure que la pandémie se propage et que l'impact économique de la COVID-19 s'installe, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a révisé ses estimations après avoir réalisé que l'impact négatif de la pandémie sur les investissements sera pire que prévu. La gravité de l'impact sur l'investissement sera due à l'incidence des investissements directs étrangers (IDE) et des dépenses d'investissement, principalement dans les économies en développement, aux chocs de la demande associés aux mesures de confinement ou de restriction des mouvements qui obligent à interrompre et à reporter les projets d'investissement et aux préoccupations en matière de stabilité financière, du fait que les prêts non productifs (NPL) augmentent lorsque les entreprises ne respectent pas leurs obligations financières.

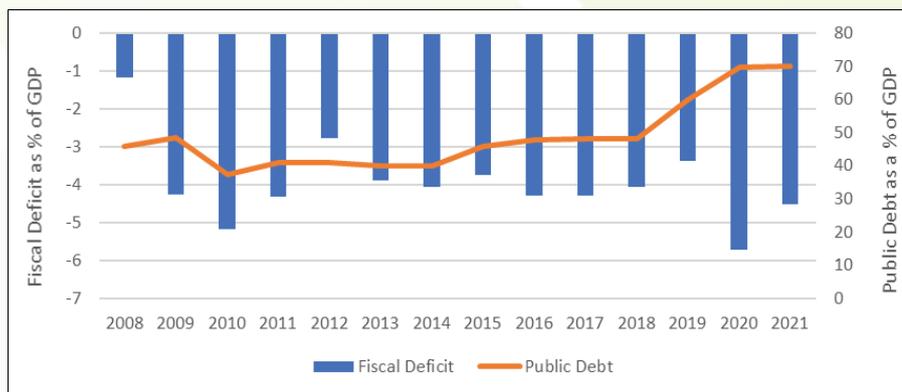
4. Impact de la Pandémie COVID-19 et ses Incidences dans la Région de la SADC

4.1 Impact de Covid-19 sur les niveaux de fiscalité et d'endettement dans la région de la SADC

En décembre 2019, les perspectives en termes de déficit budgétaire et de dette publique étaient mixtes. Alors que certains États membres ont amélioré leur situation budgétaire de manière louable, la majorité d'entre eux s'efforcent déjà de gérer leur dette publique croissante qui est sur le point de franchir le seuil régional de 60 % du PIB. Le Moniteur des finances publiques publié par le Fonds monétaire international (FMI) en avril 2020 a souligné que l'épidémie de COVID-19 et ses conséquences financières, ainsi que ses conséquences économiques, entraîneront une augmentation importante des déficits budgétaires et de la charge de la dette publique en 2020.

Les mesures de politique fiscale qui sont mises en œuvre sont notamment les congés de maladie et les congés familiaux payés financés par l'État, les transferts, les allocations de chômage, les subventions salariales et le report du paiement des impôts. (Fig. 4a)

Fig. 4a : SADC – Déficits budgétaires et dette publique



Source : États membres et PEM du FMI, avril 2020

L'augmentation du niveau de la dette publique fera peser une charge supplémentaire sur les ressources des États membres à mesure que le coût du service de la dette augmentera.

4.2 Financement de lutte contre la COVID-19

Les institutions internationales et régionales se mobilisent de manière à compléter les efforts nationaux, notamment en venant en aide aux pays en développement les plus vulnérables qui sont déjà aux prises avec des problèmes d'endettement. Il s'agit notamment du Fonds fiduciaire pour la maîtrise et l'atténuation des catastrophes (CRRT) du FMI, de la décision des ministres des finances du G20 de suspendre les paiements au titre du service de la dette des pays les plus pauvres du monde jusqu'à la fin de 2020 et de l'augmentation de USD 18 de dollars du FMI et de la Banque mondiale (chacun), afin d'améliorer les services de santé de base, de soutenir les personnes pauvres et vulnérables ainsi que de maintenir les économies à

Tableau 4 : États membres de la SADC bénéficiaires de l'aide financière d'urgence du FMI

Pays	Type de financement d'urgence	Approuvé en millions de DTS (USD)	DATE D'APPROBATION	SADC
Comores	CCRT	0,97 (1,32 USD)	Lundi 13 avril 2020	1,5%
	RCF	2,97 (4,04 USD)	Mercredi 22 avril 2020	
	RFI	5,93 (8,06 USD)	mercredi 22 avril 2020	
RD du Congo	CCRT	14,85 (20,19 USD)	16 avril 2020	42,5%
	RCF	266,5 (362,36 USD)	22 avril 2020	
Madagascar	CCRT	3,06 (4,16 USD)	13 avril 2020	18,9%
	RCF	122,2 (166,16 USD)	3 avril 2020	
Malawi	CCRT	7,20 (9,79 USD)	13 avril 2020	1,1%
Mozambique	CCRT	10,89 (14,81 USD)	13 avril 2020	36,0%
	RCF	227,2 (308,92\$)	24 avril 2020	

Source : IMF Reports (2020) .

* RCF – Rapid Credit Facility and **RFI – Rapid Financing Instrument

flot face au pire ralentissement économique mondial. La Banque africaine de développement a récemment émis un emprunt obligataire social « Combattre la COVID-19 » de 3 milliards de dollars, tandis que la Banque africaine d'import-export a mis en place une facilité de crédit de 3 milliards de dollars. Le conseil d'administration de l'Afreximbank a approuvé

l'enveloppe allouée à la région de l'Afrique subsaharienne soit un montant de 3 060,14 millions de DTS. Les États membres de la SADC qui ont bénéficié de l'aide financière d'urgence du FMI sont notamment les Comores, la République démocratique du Congo et le Malawi.

4.3 L'impact économique de la Covid-19, y compris dans la région de la SADC

L'impact de la Covid-19 est en train de changer la scène économique dans le monde entier y compris la région de la SADC. Alors que la pression monte, les industries se mobilisent rapidement pour renforcer leur résilience, pendant que les gouvernements se mobilisent pour protéger les citoyens et gérer les retombées sociales et économiques. En combinant ces facteurs avec les confinements en cours dans le monde entier, la plateforme permettant de commercer équitablement est lentement déséquilibrée, certains acteurs perdant et d'autres gagnant.

Les secteurs qui ont été sévèrement touchés par la Covid-19 comprennent le tourisme et les loisirs, l'aviation et le transport maritime, l'automobile, la construction et l'immobilier, la fabrication, les services financiers, l'éducation et l'industrie pétrolière. Sur une note positive, malgré de fortes idées fausses sur la transmission de la pandémie de COVID-19, le fonctionnement global de l'industrie alimentaire et du commerce de détail est resté stable. Le secteur de la transformation et de la vente au détail des aliments a largement bénéficié de l'annonce récente de l'Organisation mondiale de la santé, du Programme alimentaire mondial et de la Commission européenne selon laquelle il est très peu probable que des personnes puissent contracter la COVID-19 à partir d'aliments ou d'emballages alimentaires. Dans leur déclaration, ils ont affirmé que ce virus ne peut pas se multiplier dans les aliments car il a besoin d'un hôte animal ou humain. Ainsi, les entreprises de transformation et de vente au détail de produits alimentaires ont constaté une augmentation de la demande. Toutefois, cette demande n'est qu'à court terme et risque d'alimenter l'inflation.

en date du 20 mars 2020 une facilité d'atténuation de l'impact commercial en cas de pandémie (PATIMFA) de 3 milliards de dollars afin d'aider ses pays membres à s'adapter aux chocs financiers, économiques et sanitaires provoqués par la pandémie de COVID-19. En outre, la PATIMFA aidera les pays membres dont les recettes fiscales sont liées à des recettes d'exportation spécifiques, telles que les redevances minières, à gérer toute baisse soudaine des recettes fiscales résultant d'une diminution des recettes d'exportation. Elle fournira également des facilités de financement commercial d'urgence pour l'importation de médicaments et d'équipements médicaux essentiels.

Au 24 avril 2020, le soutien du FMI au financement de la lutte contre l'émergence de la COVID-19 s'élevait à USD 1 031,468 pour l'Europe, USD 2 406,465 pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale, USD 1 620,083 pour l'hémisphère occidental et USD 4 160,872 pour l'Afrique subsaharienne (ASS). Les États membres de la SADC ont reçu 21,6% de

Fig. 4b: Plateforme du commerce électronique



Le confinement au niveau mondial a également présenté des opportunités dans l'industrie des TIC. De nombreuses entreprises ont profité de la pandémie, en particulier Zoom Video Communications qui a connu une hausse des réunions en ligne, tandis que Netflix a vu une augmentation (plus de 16 millions de comptes créés) du streaming domestique pendant la période de confinement. L'utilisation de Skype pour les communications et les réunions a également connu une forte progression. L'application de chat Slack a également connu une augmentation du nombre d'utilisateurs, tandis que la plateforme de chat sur le lieu de travail Microsoft Teams a vu le nombre d'utilisateurs actifs quotidiens augmenter de 2,7 milliards de comptes rendus de réunions en avril 2020, soit une augmentation de 200% par rapport aux 900 millions enregistrés en mars 2020. Si ces plateformes sont cruciales dans la transition vers l'économie numérique et lors de la Covid-19, la sécurité n'est pas garantie.

La plateforme de commerce électronique a également connu une forte augmentation du nombre d'utilisateurs. Les experts ont établi que la probabilité de contamination lors de l'expédition de marchandises commerciales est faible et que le risque d'attraper le virus qui provoque la Covid-19 à partir d'un colis qui a été déplacé, voyagé et exposé à différentes conditions et températures est également faible.

On observe également des changements de comportement notables dans la façon dont les gens font leurs provisions. Dans le souci d'éviter la foule dans les supermarchés, la plupart des personnes optent pour l'achat en ligne, la collecte en magasin ou la livraison. Les téléchargements d'applications telles que Instacart et Shipt, qui permettent d'inciter les clients à préparer et, dans certains cas, à livrer leurs commandes de produits alimentaires, ont augmenté.

Les avantages associés à la COVID-19 pour l'industrie des TIC pourraient être de courte durée, car les industries auxiliaires sont pénalisées par la pandémie. Les industries touchées,

notamment le tourisme, l'aviation et le sport, ont connu une baisse du nombre de visites/du trafic et de l'activité sur les sites web des compagnies aériennes, des agences de voyage, des hôtels et des destinations touristiques. En outre, l'incertitude a modifié les comportements et les habitudes des consommateurs en matière de dépense, qui se sont orientés vers des produits et des services essentiels, ce qui peut, à long terme, nuire aux activités et aux revenus du secteur du commerce électronique, qui comprend Amazon, Alibaba, Walmart, JD.com et Rakuten. Les effets néfastes du changement de comportement des consommateurs en matière de dépenses peut se traduire par la baisse mensuelle des ventes au détail de 8,4 % en mars 2020. Le ministère américain du commerce a déclaré que la baisse des ventes était la plus importante depuis 1992.

D'autre part, la COVID-19 qui a perturbé les activités des entreprises est susceptible de réduire les recettes publicitaires de l'industrie des médias et du divertissement car les entreprises redéfinissent leurs priorités en matière de dépenses afin de préserver les ressources face à l'incertitude. Dans le même ordre d'idées, l'impact négatif de la COVID-19 pourrait conduire à une réduction importante ou à un tarissement du financement des entreprises si la pandémie persiste. En outre, la suspension des retransmissions sportives en direct a affecté les offres de programmes, de publicités et de sponsoring de l'industrie des médias et des loisirs. Le report d'événements mondiaux phares a des ramifications financières importantes non seulement pour le secteur des médias et des loisirs, mais également pour les athlètes participants et le pays hôte. Par exemple, le New York Times a estimé que le radiodiffuseur NBC a perdu 34 millions d'USD lorsque les États-Unis ont boycotté les Jeux olympiques de Moscou en 1980. L'implication financière du report des Jeux olympiques de Tokyo à 2021 représente un coût supplémentaire estimé à 2,7 milliards d'USD pour le Japon, avec un impact énorme sur l'industrie des médias et des loisirs.

En outre, la suspension des retransmissions sportives en direct a entraîné une baisse de la demande de contenu, car l'industrie des médias et des loisirs est confrontée à des ajustements de la programmation et à la diminution des revenus provenant de la baisse des offres de publicités et de sponsoring liés aux retransmissions sportives en direct. Par conséquent, les gains à court terme pourraient être contrebalancés par les effets à long terme de la pandémie, compte tenu de l'incertitude des revenus futurs et de l'offre de contenu en raison de l'arrêt de la production et de la suspension des retransmissions sportives en direct.

4.4 Politiques et mesures macroéconomiques en cours d'application

Les gouvernements du monde entier ont eu recours à des mesures de politique monétaire et fiscale sans précédent afin de réduire l'impact négatif de la Covid-19. Le Fonds monétaire international (FMI) a lancé un outil de suivi des politiques afin d'aider les pays membres à être informés de l'expérience des autres dans la lutte contre la pandémie et des politiques discrétionnaires adoptées en vue de les aider à combattre plus efficacement la pandémie (FMI 2020).

Malgré les efforts déployés pour réduire l'impact de la COVID-19, les prix des produits de base ont commencé à augmenter dans certains pays de la région, ce qui risque d'accroître les tensions et le nombre de réfugiés. La réduction ou la suspension des activités en raison des restrictions de mouvement a entraîné des pertes d'emplois (en particulier pour les personnes qui travaillent dans le secteur informel), de mauvaises ventes et des faillites.

Les États membres de la SADC ont mis en place un certain nombre de politiques et de mesures socio-économiques afin de minimiser l'impact de la Covid-19 sur l'économie. Ces politiques et mesures comprennent la suspension des activités économiques non essentielles, l'augmentation des dépenses dans le secteur de la santé et dans les réseaux de sécurité sociale, des mesures fiscales accommodantes, des plans de relance économique, des politiques monétaires accommodantes et la création de fonds d'urgence ou de solidarité. Ces politiques et mesures ont des répercussions considérables sur la situation budgétaire des États membres et la viabilité de leur dette.

4.5 Évolution des taux de change

Dans le contexte des prix internationaux du pétrole, le rand par rapport au dollar américain a plongé de 16,45 rands il y a un mois à 18,45 rands le 28 avril 2020, avec des pics quotidiens dépassant 19 rands pour le dollar. La baisse du rand est en grande partie due à l'impact de la Covid-19 et du déclassement de Moody's, et probablement à la baisse possible du prix du pétrole.

Fig. 4c : Évolution du taux de change Rand sud-africain/USD



Source : Banque de réserve sud-africaine, taux moyen 2020

5. Les Perspectives au Niveau Mondial et Régional

Les perspectives de croissance économique au niveau mondial restent sombres. La croissance au niveau mondial sera négative à hauteur de 3% en 2020, un résultat bien pire que lors de la crise financière mondiale de 2009. Les prévisions de croissance sont marquées par une baisse de plus de 6 points de pourcentage par rapport aux Perspectives économiques mondiales d'octobre 2019 et de janvier 2020. Les incertitudes quant à la durée et à la gravité des effets économiques liés à la crise sanitaire font bouillir les perceptions du risque et de la volatilité des marchés financiers et des décisions des entreprises. Par ailleurs, les incertitudes concernant la Covid-19 et l'efficacité des politiques publiques visant à en réduire la diffusion alimentent la volatilité des marchés. Le FMI prévoit une reprise partielle en 2021, avec des taux de croissance supérieurs à la tendance, mais le niveau du PIB restera inférieur à la tendance d'avant le virus, avec une incertitude considérable sur la force du rebond. Cependant, des résultats de croissance plus défavorables seront peut-être possibles si la pandémie et les mesures de confinement durent plus longtemps. Les économies émergentes et en développement risquent d'être gravement touchées si les fermetures d'entreprises et le chômage prolongé persistent.

Les projections du FMI concernant les emprunts publics dans le monde indiquent une augmentation probable de 3,7% du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2019 à 9,9% en 2020. Dans les économies développées, le ratio du solde budgétaire au PIB devrait passer de 3,0% en 2019 à 10,7% en 2020 ; aux États-Unis, il devrait passer de 5,8% du PIB à 15,7% du PIB. Pour les économies en développement, le ratio du solde budgétaire par rapport au PIB devrait passer de 4,8% du PIB en 2019 à 9,1% du PIB en 2020.

Conformément aux perspectives économiques mondiales, l'économie

régionale de la SADC, qui devait se redresser en 2020 selon les Perspectives de l'économie mondiale (WEO) d'octobre 2019, a subi une importante révision à la baisse en raison de l'impact négatif de la Covid-19. En conséquence, la croissance économique régionale de la SADC en 2020, initialement prévue à 3,3% en octobre 2019, a été révisée à la baisse pour atteindre une contraction d'environ 3%. Les perturbations de l'activité économique et les dépenses élevées des gouvernements, associées aux

mesures économiques prises en réponse à la pandémie, risquent d'affecter la situation budgétaire des États membres de la SADC. En conséquence, le déficit budgétaire est censé se creuser pour atteindre 5,7% du PIB en 2020, contre une estimation précédente de 3,0% du PIB. En outre, les niveaux de la dette devraient dépasser le seuil régional de 60% du PIB pour atteindre 69,8% du PIB en 2020.

La contraction économique régionale et mondiale estimée, associée à la faible demande de produits de base, devrait entraîner une détérioration de la position extérieure de la SADC, avec un déficit des comptes courants qui devrait se creuser pour atteindre environ 9% du PIB en 2020, contre une estimation initiale de 4,2% du PIB. La détérioration de la position extérieure ainsi que l'augmentation des importations de médicaments et d'équipements médicaux exerceront une pression sur les réserves de change et les taux de change des États membres de la SADC, ce qui peut entraîner une importante dépréciation des taux de change dans toute la région en 2020. La longévité de la pandémie déterminera la gravité de l'impact économique.

6. Conclusion et Recommandations

Les mesures politiques mises en œuvre par les décideurs politiques à travers le monde dans le but de gérer la propagation de la COVID-19 sont réparties en cinq catégories :

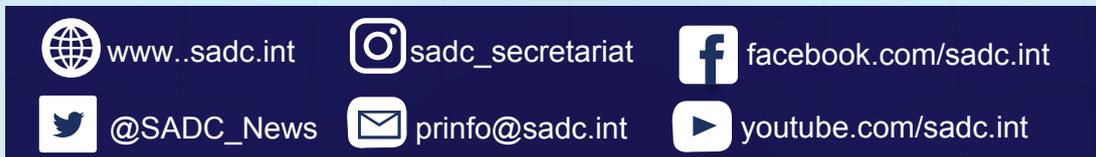
- les mesures de santé publique ;
- les mesures monétaires ;
- les mesures fiscales ;
- les mesures relatives au contrôle des personnes ;
- les mesures commerciales.

L'augmentation du nombre de jours de confinement et les restrictions des voyages internationaux imposées au plus fort de la crise du coronavirus ont des répercussions importantes sur les activités économiques, l'éducation, le tourisme, l'aviation, les principaux indices boursiers et d'autres secteurs de l'économie mondiale. Les développements d'avril 2020 montrent que les interventions dans le secteur de la santé, les financements régionaux et internationaux, les politiques fiscales et monétaires ont joué un rôle crucial dans la protection de la vie des personnes et la stabilisation des économies vulnérables. À court et moyen terme, les effets de la pandémie se feront probablement sentir, car les chances de disposer d'un vaccin au cours des 12 prochains mois sont faibles et les taux d'infection ne montrent pas de signes de recul. En outre, même en cas de solution à cette pandémie à court ou à moyen terme, il en subsistera des conséquences sur notre économie à long terme. En tant que tel, les États membres de la SADC devraient envisager les interventions et recommandations politiques suivantes afin de maintenir les économies à flot face au pire ralentissement économique mondial :

- Certes, il est également nécessaire de renforcer les systèmes d'alerte rapide, les interventions en cas de pandémie et de catastrophe ainsi que l'atténuation de leurs effets, qui bien évidemment, se sont avérées être des menaces majeures dans le secteur de l'éducation, du tourisme, informel et autres. Toutefois l'accent sera mis dans le domaine de la santé et des aides humanitaires en raison des dommages causés par le virus.
- Les États membres devraient envisager d'élaborer des feuilles de route et des plans d'action qui accordent la priorité aux investissements et canalisent les ressources limitées vers les secteurs économiques identifiées afin de relancer leurs économies, de renforcer leur résilience et d'améliorer leur compétitivité. Les stratégies de relance sont censées s'appuyer sur le programme de convergence macroéconomique de la SADC.



UNE RÉGION, SEIZE NATIONS TRAVAILLANT POUR UN AVENIR COMMUN



ANGOLA



BOTSWANA



UNION OF COMOROS



DEMOCRATIC
REPUBLIC
OF CONGO



ESWATINI



LESOTHO



MADAGASCAR



MALAWI



MAURITIUS



MOZAMBIQUE



NAMIBIA



SEYCHELLES



SOUTH AFRICA



UNITED
REPUBLIC
OF TANZANIA



ZAMBIA



ZIMBABWE

Pour plus d'informations sur la réponse régionale de la SADC à la pandémie de COVID-19, cliquez sur ce lien: <https://www.sadc.int/issues/covid-19/>

À PROPOS DE LA SADC

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est une organisation fondée et soutenue par les pays de l'Afrique australe qui cherche à promouvoir la coopération socio-économique, politique et sécuritaire parmi ses États membres et à stimuler l'intégration régionale en vue d'atteindre la paix, la stabilité et la prospérité. Les États membres sont : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Union des Comores, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Les informations présentées dans la présente publication sont susceptibles d'être reproduites, utilisées et partagées sous réserve de la reconnaissance pleine et entière du Secrétariat de la SADC

Southern African Development Community (SADC), SADC House, Plot No. 54385
Central Business District, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Tel: +267 395 1863, Fax: +267 397 2848/3181070